

# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Oct  
2019

Cet été les feux ont redoublé de violence en Amazonie. Au Brésil, depuis l'élection de Bolsonaro, président d'extrême-droite, la déforestation de la forêt amazonienne a augmenté de 83%.

Plusieurs incendies qui consomment une partie de l'Amazonie ont été revendiqués par de gros propriétaires terriens, en soutien à Bolsonaro qui prône l'ouverture de larges zones de l'Amazonie à l'industrie minière et à l'agrobusiness. Les incendies en cours visent en particulier à étendre les méga cultures de soja. La France est en partie responsable de la déforestation puisqu'elle importe environ 2 millions de tonnes de soja brésilien chaque année.

Le Brésil en est son premier fournisseur !

Pourtant, fin août, Macron avait fait des déclarations qui dévastent la forêt amazonienne, l'une des priorités du G7 : "Nous sommes tous concernés. La France l'est sans doute encore plus que d'autres autour de cette table, puisque nous sommes amazoniens" avec la Guyane, avait-il déclaré. Comme le rappelle Said Bouamama « **la Guyane dite « française » est occupée par la France depuis plus de 3 siècles. Le résultat en est un quasi-génocide des 6 nations autochtones du territoire. Si les raisons de la présence française ont changé au cours des 3 siècles d'occupation française, le système social reste jusqu'à aujourd'hui caractérisé par un rapport colonial.** »



Quelques chiffres pour comprendre que les richesses locales ne sont pas destinées au peuple guyanais : 40 % des 15/24 ans sont au chômage, le revenu annuel moyen est inférieur de plus de 44 % à celui de la métropole, ceux des produits alimentaires plus chers de 45 %, ...

Quasi toute l'économie de la Guyane a été basée sur la canne à sucre puis sur les mines d'or et sa dépendance est presque totale vis à vis de la métropole notamment en matière d'approvisionnement alimentaire... Rappelons que l'or nécessite d'extraire et de traiter une

## SACCAGE DE LA FORÊT AMAZONIENNE !

tonne de roche pour récolter un gramme d'or. Produire 1 Kg d'or nécessite 225 000 litres d'eau, chargés à la sortie de cyanure et métaux lourds...

Le secteur minier serait l'industrie la plus polluante du monde.

Tandis que Macron fait des déclarations larmoyantes et s'émeut des feux en Amazonie, il continue discrètement ses politiques qui ravagent la forêt amazonienne !

Le Grand conseil coutumier des peuples amérindiens et bushinengué déplore ainsi : "Le véritable problème est politique et économique". "Le feu n'est pas le seul danger qui menace ou qui détruit l'Amazonie", pointant en premier lieu "l'extractivisme" : "**Nous sommes dans l'étonnement face au positionnement de Macron qui attribue 360.000 hectares de forêts aux multinationales minières en Guyane, en Amazonie française.**"

Macron soutenait aussi, quand il était ministre de l'économie, le méga projet de mine d'or, dite « Montagne d'or » dans la forêt amazonienne guyanaise. Le projet éradiquerait au minimum 2000 hectares de forêt et déverserait 46 500 tonnes de cyanure et 195 millions de litres de fuel dans la nature ! Le projet a été abandonné suite à un énorme mouvement de contestation, entre autre avec le collectif « Or de question » et avec la JAG, Jeunesse Autochtone de Guyane, qui regroupe des militants issus des nations autochtones ayant survécu à la colonisation.



OR DE QUESTION !

CONTRE LA  
MEGA-INDUSTRIE MINIÈRE  
EN FORÊT GUYANAISE

De nombreuses manifestations ont eu lieu pour réclamer le départ de Bolsonaro ainsi que celui des "exploitants de soja et de mines" de l'Amazonie et pour défendre les peuples indigènes face aux politiques génocidaires du Brésil.

# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Oct  
2019

## Halte OFIIchage des transactions !

Mise en place d'une carte de paiement pour recevoir l'ADA : encore une mesure liberticide et paternaliste de la part de l'Ofii !



A partir du 5 novembre, la carte de retrait utilisée pour recevoir l'allocation de demandeur d'asile (ADA) deviendra une carte de paiement utilisable gratuitement 25 fois dans la limite de son solde. Au delà, il sera décompté 0,50 euros par opération (une personne bénéficiant de l'ADA perçoit 6,80 euros par jour). Cette mesure, qui supprime toute liquidité va stigmatiser encore plus les personnes demandeuses d'asile et les priver du peu de liberté qu'elles avaient. En effet, grâce à cette carte, elles seront identifiables facilement comme demandeuses d'asile, pourront avoir accès seulement aux

commerces qui disposent d'un moyen de paiement adéquat et seront traçables facilement dans tous leurs déplacements. Sans parler des difficultés pour les associations d'aide aux personnes migrantes de s'adapter à cette situation. L'opposition de ces dernières a d'ailleurs permis un report d'application. Testée depuis le 1 mars en Guyane, territoire occupé par la France, cette mesure rentrera ainsi en vigueur le 5 novembre sur tout le territoire.

**Pour la libre circulation et d'installation de tou·tes, pas de mesure paternaliste !**

**A VOS  
AGENDAS!**

2 et 24 octobre :  
Procès en appel à Grenoble de deux militants de Briançon pour délit de solidarité : Ils sont accusés d'aides à l'entrée de personnes en situation irrégulière sur le territoire français alors qu'ils portaient assistance à personnes en danger. Une soirée est organisée le 23 octobre à Antigone pour les soutenir.

28 octobre :  
Procès en appel à Grenoble pour l'expulsion du squat le Cesai, lieu de vie et d'habitation à Gap depuis octobre 2018.

9 novembre :  
journée de soutien à la coordination contre les frontières 38 "Baffe les frontières" à la Baf à partir de 10h30.

## Accueil de merde : Jeunes majeur·es en lutte !

Cet été encore, à leur 18 ans, une quarantaine de jeunes en formation dans des lycées de Grenoble se retrouvent à la rue avec une OQTF. Pris·es en charge par l'aide sociale à l'enfance jusqu'à leur majorité, il·les devraient – comme les jeunes français·es – avoir un soutien jusqu'à leur 21 ans, le temps de finir leurs études. Mais la préfecture et le département en décident autrement. Ils et elles organisent une mobilisation pour demander à poursuivre leurs études, à avoir un logement et une autorisation de travail pour mener à bien leurs apprentissages.

Rappelons que dans le département, seulement un jeune sur trois qui se déclare mineur·e est reconnu mineur·e et réellement pris·e en charge. L'évaluation est réalisée avec des outils humiliants, violents et invalides. Il faut ensuite plusieurs mois pour qu'il·les accèdent à une

scolarité, qu'on ne leur laisse finalement pas finir !

Mercredi 11 septembre, 600 personnes ont manifesté : jeunes en colère, travailleur·euses sociaux en grève, enseignant·es, associations et soutiens multiples. La lutte se poursuit avec une nouvelle manifestation le 2 octobre.



Ce journal est réalisé à Grenoble pour diffuser des infos, actualités et analyses sur les frontières européennes : une guerre, avec son armée (Frontex), ses logiques impérialistes et ses relais médiatiques. Ces frontières sont partout à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour tout·e·s et s'inscrit dans les luttes contre le racisme et le colonialisme